

Rapport d'orientations budgétaires 2017



Rapport
017
2017

Rapport d'orientations budgétaires

Exercice 2017

A mi-mandat, il était important de faire le point sur la situation financière de la commune afin de poursuivre la réalisation de nos projets d'investissement en-cours et à venir en parfaite adéquation avec nos possibilités budgétaires.

Depuis avril 2014, la politique d'épargne a permis le redressement de la situation financière de la commune trouvée à notre arrivée, en diminuant la dette de plus de 2 millions d'euros, et en dégagant un excédent de fonctionnement de 2 103 900 euros pour 2016.

Ces résultats vont permettre d'envisager les projets d'investissement structurants prévus dans notre programme, auxquels les Cavalois pourront s'associer dans le cadre d'un prochain appel à idées, notamment l'aménagement du centre ville avec le parking du stade et le centre culturel, mais aussi l'aménagement du domaine portuaire.

Vous pourrez compter sur le dynamisme pragmatique de notre équipe pour réaliser ces projets dans les meilleures conditions.

Michel LINDEBOOM

L'adjoint aux finances

Table des matières

Préambule

I - Analyses et perspectives économiques 2017

1. Eléments de contexte
2. L'impact sur les collectivités territoriales

II - Orientations budgétaires et stratégie financière

1. Les équilibres de fonctionnement
 - a. Les dépenses de fonctionnement
 - b. Les recettes de fonctionnement
2. La politique d'investissement
3. Analyse de la dette

III – Les budgets annexes



Préambule

Rendu obligatoire dans les communes de plus de 3 500 habitants par la Loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République (loi ATR), le Débat d'Orientations Budgétaires constitue la première étape dans le cycle budgétaire annuel de la collectivité.

Conformément à l'article L2312-1 du Code général des Collectivités Territoriales, il doit avoir lieu dans un délai de deux mois précédant l'examen et le vote du Budget Primitif. Il n'a aucun caractère décisionnel, cependant, conformément à la loi, sa teneur doit faire l'objet d'une délibération.

Le règlement intérieur de notre assemblée, approuvé par délibération en date du 17 juillet 2014, précise en son article 17 que le Débat d'Orientations Budgétaires portera sur la politique budgétaire générale de la Commune et notamment sur les grandes orientations en matière de :

- Politique fiscale directe
- Evolution des dépenses et recettes de fonctionnement
- Politique d'investissement
- Politique d'emprunt

Etape essentielle de la procédure budgétaire des collectivités, ce débat doit permettre d'informer les élus sur la situation économique et financière de leur collectivité et de présenter les orientations envisagées pour l'élaboration du Budget Primitif.

Au vu de cet objet, le Rapport d'Orientations Budgétaires, sur lequel se fonde le débat, vise à présenter à l'Assemblée délibérante non pas un budget arrêté, mais bien des orientations qui doivent faire l'objet d'un débat dont le contenu pourra le cas échéant être utilisé en retour à des fins d'amendement du projet de budget primitif.

Ce Rapport contient toutefois des informations chiffrées suffisamment précises pour permettre à chaque élu de notre Assemblée d'être informé des traductions budgétaires qui seront issues des orientations et qui aboutiront au budget primitif dont l'examen et le vote auront lieu lors de la prochaine séance du Conseil Municipal.

I - Analyses et perspectives économiques 2017

1. Eléments de contexte

Introduction :

La loi de finances 2017 est venue confirmer les annonces formulées par le Président de la République lors du Congrès des Maires de juin 2016. La réforme de la DGF, initialement prévue en LFi 2016, ne sera pas appliquée et fera l'objet d'un texte spécifique voté en 2017. En parallèle, la contribution au redressement des comptes publics sera réduite de moitié pour le bloc communal en 2017.

Contexte macro-économique :

L'année 2016 a été caractérisée par la stagnation du commerce international et la faiblesse de l'investissement. L'économie mondiale est par ailleurs soumise à un haut degré d'incertitude politique (négociations autour du Brexit, orientation de la politique économique des Etats-Unis, élections présidentielles et législatives en Europe...).

Dans ce contexte, la croissance de l'économie mondiale n'est pas attendue en accélération et est estimée à 2,3% pour 2016 et atteint son plus bas niveau depuis la crise financière de 2008. Néanmoins, un accroissement de 2,7% de l'économie mondiale est attendu en 2017.

L'économie de la zone euro ne connaîtrait, au mieux, qu'une croissance atone en 2017. Selon les prévisions le produit intérieur brut (PIB) progresserait respectivement de 1,6% et 1,4% par an en 2016 et 2017. Une croissance atone qui devrait perdurer en 2018, avec un niveau prévu à 1,5%.

En France, compte tenu de la reprise progressive des investissements des acteurs privés et publics et de l'amorce timide de reprise de la consommation des ménages, la croissance du PIB pourrait atteindre 1,2 % selon les prévisions du FMI. Le projet de loi de finances pour 2017 retient, à ce stade, une hypothèse de croissance à 1,5 %.

L'inflation, estimée à 0,3% en 2016, amorcerait un redressement progressif à 0,8 % selon les prévisions de l'OCDE (hypothèse retenue dans le projet de loi de finances pour 2017) et pourrait atteindre 1,2 % en 2017 et 1,5% en 2018 selon les prévisions de la Banque Centrale Européenne.

Pour 2017, les marchés financiers anticipent une stabilité ou une faible progression du niveau des taux d'intérêts (hors marges bancaires) inférieur à 1 %.

L'année 2017 va être marquée par des élections présidentielles et législatives. Ce contexte électoral particulier est certes peu favorable à des réformes de fond mais implique également de grandes incertitudes d'un point de vue budgétaire.

L'élaboration du budget primitif 2017 s'inscrit dans la continuité de la baisse historique des dotations de l'Etat engagée en 2015 sur la base d'un plan d'économies de 50 milliards d'euros sur les dépenses publiques.

2. Impact sur les collectivités territoriales

En 2017, la maîtrise de la dépense publique est poursuivie. Le projet de loi de finances 2017 présenté le 28 septembre en Conseil des ministres maintient l'objectif de rétablissement des comptes publics grâce à la maîtrise de la dépense publique. Dans ce contexte, l'ensemble des administrations publiques devront continuer à réaliser des économies et à participer au redressement des comptes publics.

La Dotation Globale de Fonctionnement

Les concours financiers de l'Etat aux collectivités vont donc continuer de diminuer de 2,7 milliards d'euros en 2017 (cette baisse devant initialement être de 3,7 milliards d'euros comme en 2015 et 2016, seules les communes et les intercommunalités bénéficient en 2017 de la réduction de ce prélèvement).

Cette diminution des dotations aux collectivités est principalement imputée sur la dotation globale de fonctionnement (DGF), principale dotation des collectivités. Pour 2017, la DGF de la ville de Cavalaire sur Mer sera réduite de près de 188 000 euros après avoir été réduite de 155 180 € en 2014, 342 840 € en 2015 et 394 685 € en 2016.

Par ailleurs, le projet de loi annonce le report de la réforme de la dotation globale de fonctionnement avec l'objectif de faire figurer de nouvelles dispositions dans un projet de loi de financement des collectivités territoriales pour 2018.

Le Fonds de Soutien à l'Investissement Local

Le fonds de soutien à l'investissement local (FSIL) créé par le projet de loi de finances pour 2016 est pérennisé et abondé de 200 millions d'euros pour atteindre 1,2 milliards d'euros.

La Dotation de Solidarité Urbaine

La Dotation de Solidarité Urbaine (DSU) sera recentrée et sa répartition devrait donner lieu à de moins grands écarts. Cette dotation de 2 milliards d'euros bénéficiera aux deux tiers des communes de plus de 10 000 habitants (soit 668 villes) au lieu des trois quarts aujourd'hui (751 villes), en sachant que le nombre des communes bénéficiaires dont la taille est comprise entre 5 000 et 10 000 habitants ne changera pas (121).

La Dotation Nationale de Péréquation

La Dotation Nationale de Péréquation (DNP) a pour objectif principal d'assurer la péréquation de la richesse fiscale entre les communes en palliant notamment les insuffisances liées au potentiel financier (potentiel financier = potentiel fiscal + DGF).

La LFi 2016 prévoyait la suppression de la DNP dès 2017 dans le cadre de la réforme de la DGF, et le reversement de son montant sur les enveloppes de DSU et de DSR. La LFi 2017 prévoit finalement le maintien de la DNP sans hausse de l'enveloppe. Notre commune perçoit cette dotation depuis 2016 (pour un montant de 180 970 €) et devrait percevoir pour 2017 la somme de 162 873 euros.

Le FCTVA

Le montant inscrit par le gouvernement dans le projet de loi de finances s'élève à 5,524 milliards d'euros, contre 6,047 milliards d'euros l'an dernier. Cette baisse de 9% traduit la réduction de 25% de l'investissement des communes et de leurs groupements en 2014 et 2015, mais aussi les mesures prises par le gouvernement pour élargir l'assiette des remboursements de TVA dont bénéficient les collectivités, notamment en y intégrant les dépenses d'entretien des bâtiments publics et de la voirie.

Le FPIC

Le montant du Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal (FPIC) est maintenu au même niveau que celui de 2016, soit 1 Md€. La progression du fonds, prévue en 2016 depuis la LFi 2012 afin qu'il atteigne 2% des ressources fiscales communales et intercommunales, est reportée à 2018.

Si le montant du fonds demeure inchangé cette année et que les critères d'éligibilité, tant côté contributeurs que bénéficiaires, sont également les mêmes, les mouvements de la carte intercommunale sont de nature à modifier les montants calculés pour chaque établissement intercommunal. En effet ces derniers voient leur nombre diminuer de 2 065 à 1 245 EPCI : moins nombreux, il est donc à craindre pour les contributeurs que le prélèvement croisse, et que pour les bénéficiaires que le reversement diminue.

Le FPIC s'opère sur les budgets des intercommunalités, ce dernier est dans un premier temps pris en charge par l'EPCI et est ensuite payé par chaque commune membre lors de l'application du régime de droit commun. A notre niveau c'est la Communauté de Communes du Golfe de Saint-Tropez qui prend intégralement à sa charge cette dépense.

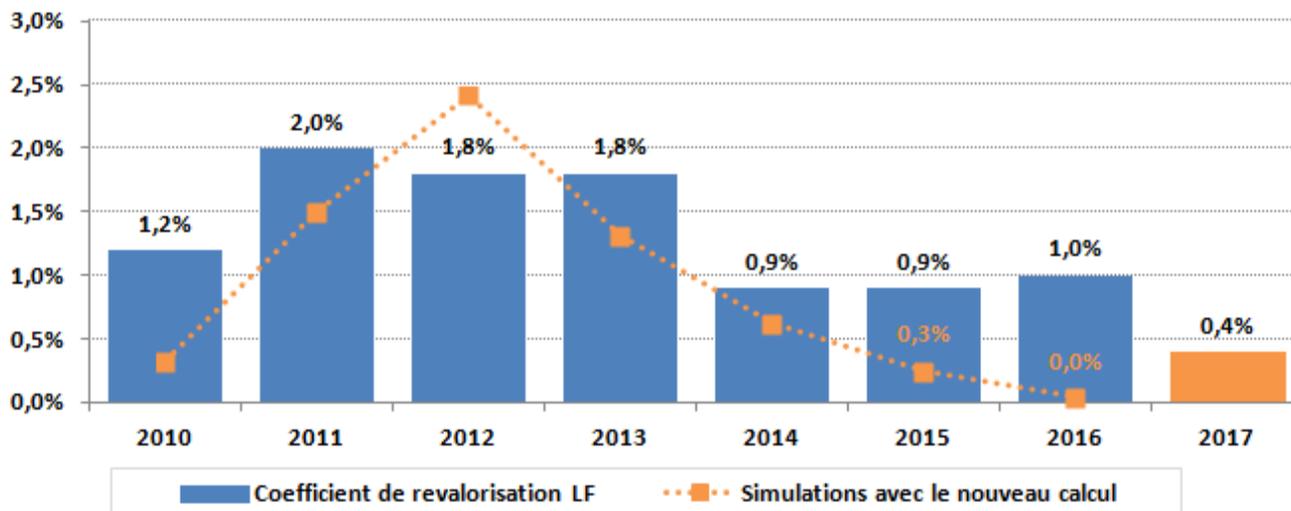
A titre d'information, son montant était de 2 382 702 euros en 2014 et s'élève à 5 881 290 euros pour 2017. La part qui devrait être payée par la ville de Cavalaire sur Mer si le régime de droit commun était appliqué serait de 581 723 euros pour 2017 (elle était de 297 427 € en 2014).

Revalorisation des bases fiscales

Un nouveau mode de calcul est mis en place à partir de 2018. C'est une nouveauté introduite par la LFi 2017 : à partir de 2018, la revalorisation des bases fiscales n'est plus adossée à l'inflation prévisionnelle retenue dans le PLF, mais à l'inflation constatée au mois de novembre précédant l'adoption de la LFi. Dans un environnement désinflationniste, cette décision vient clore le débat autour de la progression des bases qui a été globalement plus dynamique que l'inflation réellement constatée ces dernières années.

Pour 2017, le coefficient de revalorisation est fixé quant à lui à 0,4%. Il correspond à l'inflation constatée en octobre dernier.

Le graphe ci-dessous permet de comparer rétrospectivement les coefficients de revalorisation adoptés, avec le nouveau calcul qui aurait été globalement moins « prodigue » que son prédécesseur, par exemple un coefficient quasi nul en 2016 contre 1% adopté, ou encore 0,3% seulement contre 0,9% en 2015.



II - Orientations budgétaires et stratégie financière 2017

Le budget est l'acte politique majeur d'une collectivité. Même si le Débat d'Orientations Budgétaires n'est pas encore le Budget Primitif, il définit les principaux axes de la stratégie financière.

L'évaluation des grandes masses budgétaires de l'année 2017 a été établie en tenant compte du contexte économique détaillé ci-dessus et en distinguant les facteurs économiques que nous subissons de ceux que nous maîtrisons.

En 2017, le contexte de faible reprise de l'activité économique et la poursuite du désengagement de l'Etat doit conduire à une grande vigilance dans l'élaboration du budget afin de préserver les capacités d'action et d'investissement sur le moyen terme.

Les priorités de l'action municipale pour le mandat en matière d'orientations budgétaires sont :

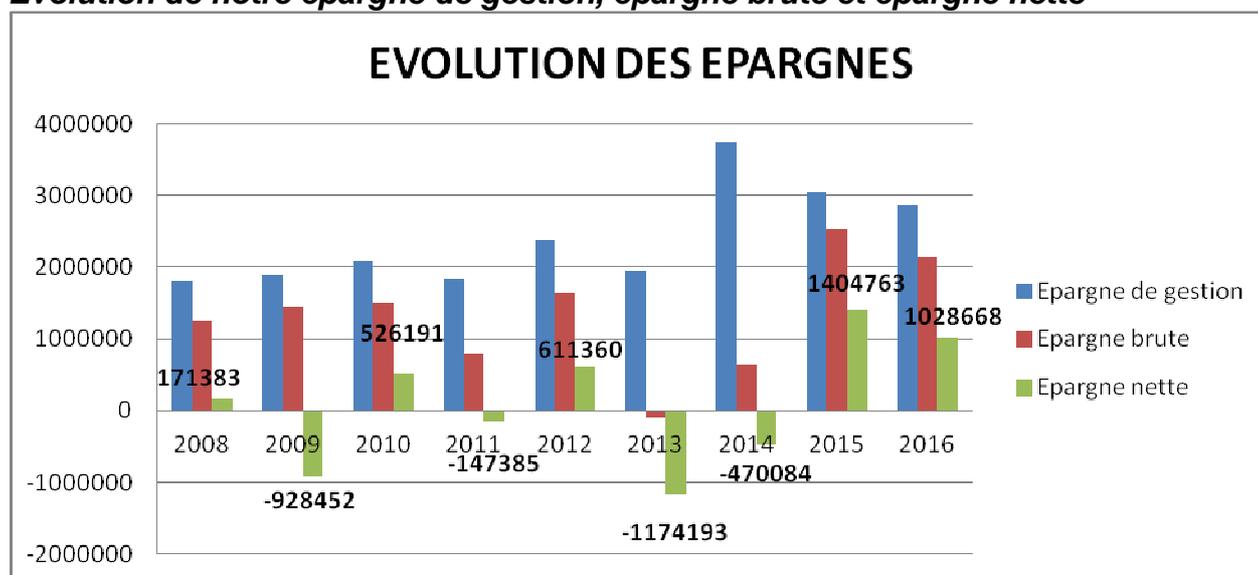
- ✚ La maîtrise des dépenses de fonctionnement ;
- ✚ Le maintien d'un autofinancement élevé ;
- ✚ Des investissements maîtrisés et programmés en respectant nos capacités financières ;
- ✚ Un désendettement de la ville ;
- ✚ Une optimisation des produits et taxes indirectes ;
- ✚ La recherche de nouveaux partenaires financiers ;
- ✚ Une diminution progressive des taux d'impositions.

Dans ce contexte, le budget 2017 de la ville de Cavalaire sur mer sera élaboré sur la base d'hypothèses réalistes de recettes, intégrant la baisse des dotations et compensations de l'Etat et poursuivant un objectif de maintien de l'autofinancement à un niveau élevé pour 2017 et pour les exercices suivants tout en réduisant de manière importante notre dette.

Par ailleurs, un autre objectif fixé est que l'optimisation des dépenses de fonctionnement soient faites sans impacter le bon fonctionnement des services, déjà mis à contribution depuis plusieurs années. Les services rendus à la population resteront notre priorité, seule leurs réalisations doivent être différentes (réalisation en interne plutôt qu'une réalisation par organisme extérieur par exemple). La recherche de l'efficience sera poursuivie dans chacune des actions conduites par la commune : rendre le meilleur service au moindre coût.

1. Les grands équilibres de la section de fonctionnement

Evolution de notre épargne de gestion, épargne brute et épargne nette



Notre épargne nette 2016 (marge de manœuvre dont dispose la collectivité pour autofinancer ses investissements, une fois le capital de sa dette remboursé) est à nouveau positive à hauteur de 1 028 668 euros.

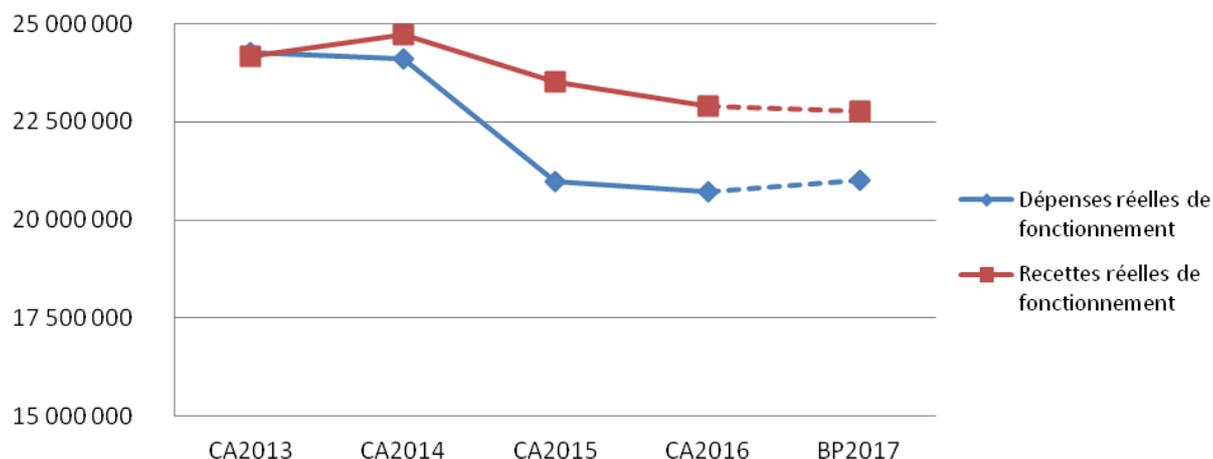
Plus l'épargne nette d'une collectivité est importante, moins elle aura besoin de recourir à l'emprunt. Les emprunts alourdissent en effet les marges de manœuvre des années futures car ils diminuent à la fois l'épargne brute par l'augmentation des intérêts à payer et l'épargne nette, par un remboursement en capital plus important.

Il est aussi important de conserver une épargne nette à un niveau équivalent à un mois de charges salariales afin d'éviter d'avoir recours à des lignes de trésorerie. En effet l'épargne nette représente également notre fonds de roulements.

L'objectif principal étant de stabiliser notre niveau d'épargne à un niveau suffisamment élevé pour garantir le financement de nos futurs grands investissements et préserver notre capacité à emprunter.

Evolution de nos dépenses et recettes réelles de fonctionnement :

Dépenses et recettes réelles de fonctionnement



Les prévisions de nos dépenses réelles de fonctionnement sont en baisse de 0,74% et se chiffrent à 21 363 240 €. Quant à nos recettes réelles prévisionnelles, elles devraient être en légère diminution de 1,38% avec un total de 22 379 968 €. Si un léger effet ciseau est constaté cette année, pour les exercices à venir il est primordial que de nouvelles recettes de fonctionnement viennent abonder notre budget. La redevance domaniale versée par le port à compter de 2018 fait partie de ces recettes attendues.

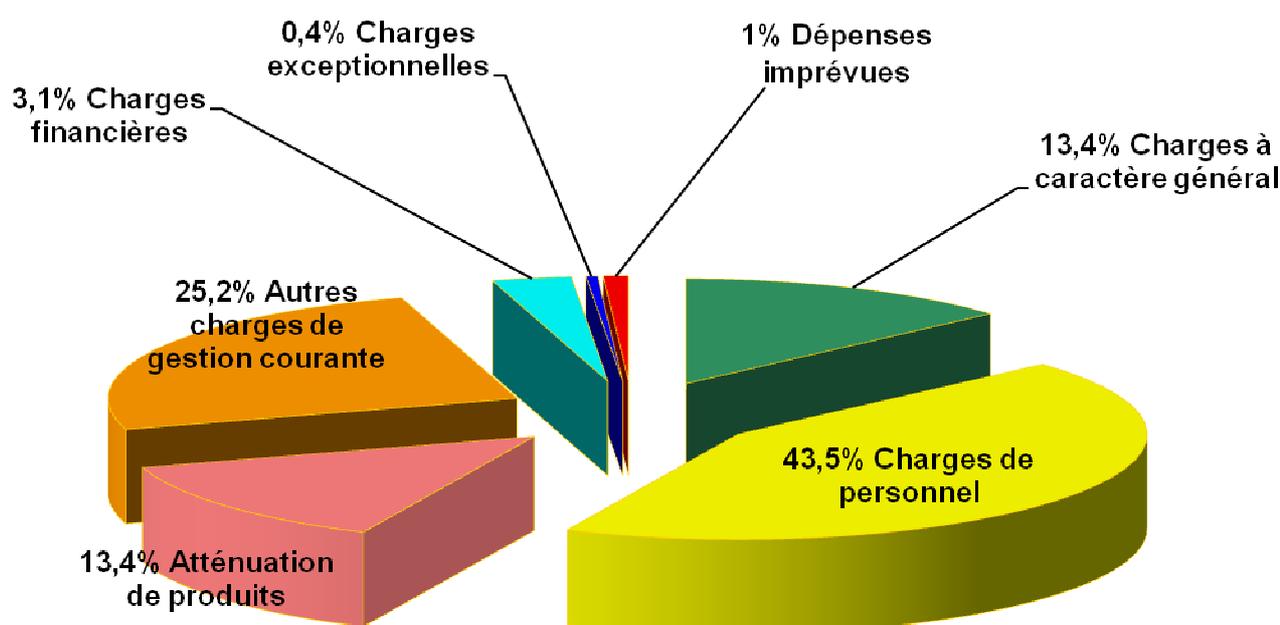
a. Nos dépenses de fonctionnement

En 2016, la maîtrise de nos dépenses réelles de fonctionnement a permis une réduction de ces dernières par rapport à 2015 de **-1,11%**. Pour 2017 nos prévisions traduisent une baisse de 0,74% de ces dépenses.

	Budget 2016	Prévisionnel 2017	Évolution 2017/2016	Évolution 2017/2016
Total charges à caractère général	2 740 293 €	2 858 049 €	+117 756 €	+4.30%
charges de personnel	9 386 545 €	9 282 950 €	-103 595 €	-1,10%
Atténuation de produits	2 862 213 €	2 862 213 €	0 €	0%
Autres charges de gestion	5 511 996 €	5 385 562 €	-126 434 €	-2,29%
Charges financières	727 670 €	669 581 €	-58 089 €	-7,98%
Charges exceptionnelles	63 000 €	96 000 €	+33 000 €	NS
Dépenses imprévues	231 636 €	208 885 €	-22 751 €	NS

Total charges réelles	21 523 353 €	21 363 240 €	-160 113 €	-0,74%
-----------------------	--------------	--------------	------------	--------

REPARTITION DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT PAR CHAPITRE

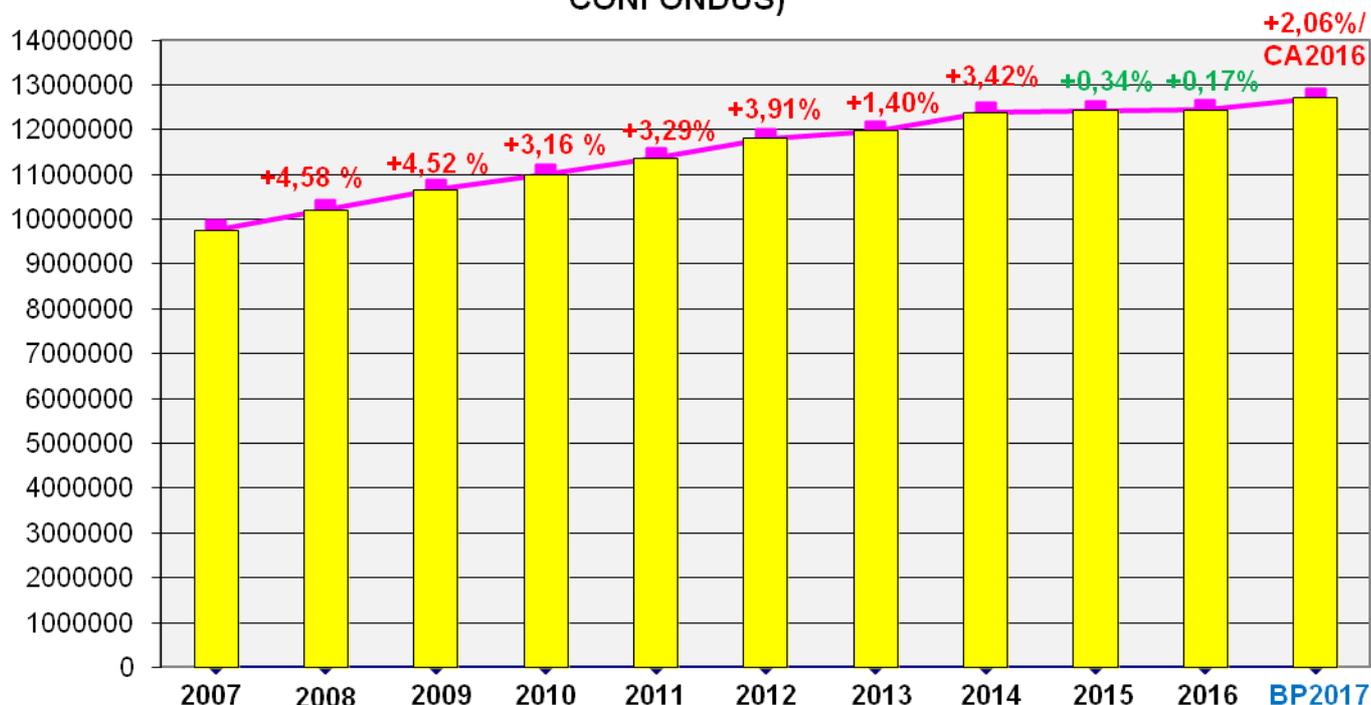


Les principales variations enregistrées sont les suivantes :

- **Les charges à caractère général**, en hausse de 117 756 euros notamment à cause d'importants travaux d'entretien de terrain et des bâtiments publics (curage ruisseau Daudet, peintures intérieures du CLSH et de la salle de ping-pong).
- **Les charges financières**, de nouveau en baisse de 8% après les baisses de 3,15 % constatée en 2015, et de 6 % en 2016. Notre politique de désendettement mis en place dès le budget 2014 se traduit cette année par une économie de près de 130 000 euros par rapport aux charges financières de 2014.
- **Les charges de personnel**. Pour rappel entre 2008 et 2014 ces dernières ont connu une évolution moyenne de **+3,49 %**. En 2015 l'augmentation constatée de la masse salariale de notre commune est de **+0,34 % tous budgets confondus**, en 2016 à **+0,17%**. Des résultats très encourageants et jamais constaté à ce jour. Pour 2017 à nouveau seul l'impact du GVT (Glissement Vieillesse Technicité) a été pris en compte. Le réalisé 2016 étant bien inférieur à nos prévisions 2016, nos prévisions 2017

correspondantes au réalisé 2016 plus 2%, se traduisent par une baisse de -1,10% par rapport à l'inscription budgétaire 2016.

EVOLUTION DES DEPENSES DE PERSONNEL (TOUS BUDGETS CONFONDUS)



b. Nos recettes de fonctionnement

En Euros	BP 2016	Prévisionnel 2017	Ecart	Ecart
Impôts et taxes	18 737 745 €	18 522 975 €	-214 770 €	-1,10%
Dotations et participations	1 780 087 €	1 382 113 €	-397 974 €	-22,40%
Produits des services et du domaine	1 262 000 €	1 273 815 €	+11 815 €	+0,90%
Autres produits de gestion courante	711 300 €	941 000 €	+229 700 €	+32,30%
Produits financiers	40 €	40 €	0 €	0%
Autres produits (remboursement sur rémunération personnel)	191 000 €	255 025 €	+ 64 025 €	+33,50%
Recettes réelles Fonct hors Pdts exceptionnels	22 682 172 €	22 374 968 €	-307 204 €	-1,35%

Produits exceptionnels	11 000 €	5 000 €	-6 000 €	NS
Total recettes réelles fonct.	22 693 172 €	22 379 968 €	-313 204 €	-1.38%

Globalement nos recettes réelles de fonctionnement 2017 sont en baisse de 1,38 %. Les principales évolutions sont les suivantes :

➤ Impôts et taxes :

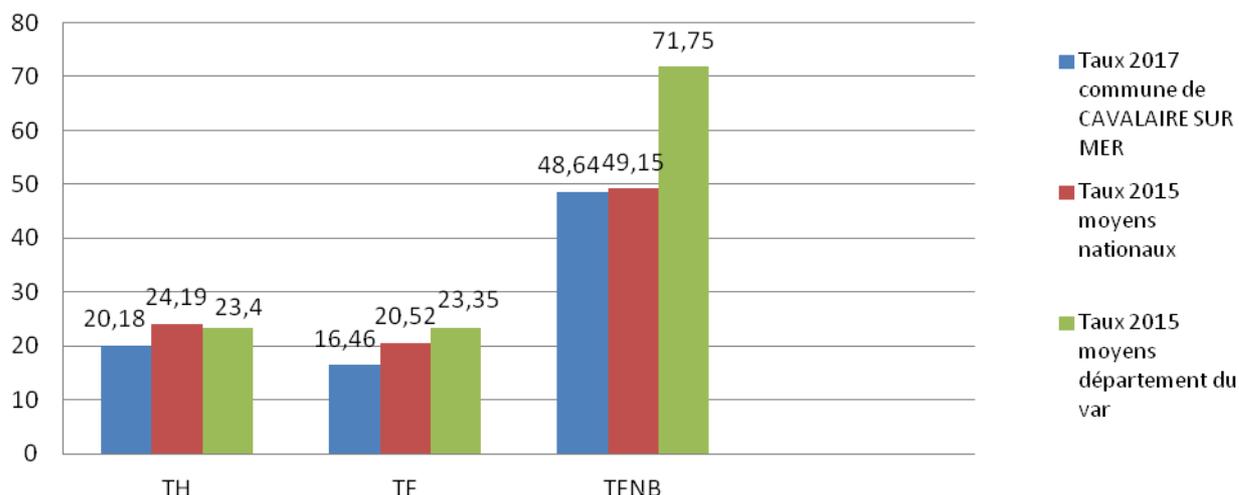
La fiscalité directe :

La décision de réduire nos taux d'imposition directs se poursuit. Ainsi, en 2017 une baisse de 2 % sera appliquée sur nos taxes communales. De son côté l'Etat impose une revalorisation des bases de 0,4 %.

Les taux d'imposition applicables en 2017 seront donc les suivants :

- ✚ Taxe d'Habitation 2017 : 20,18 %
- ✚ Taxe Foncière Bâtie 2017 : 16,46 %
- ✚ Taxe Foncière Non Bâtie 2017 : 48,64 %
- ✚ Cotisation Foncière des Entreprises 2017 : FPU au 01/01/2017.

Fiscalité directe locale

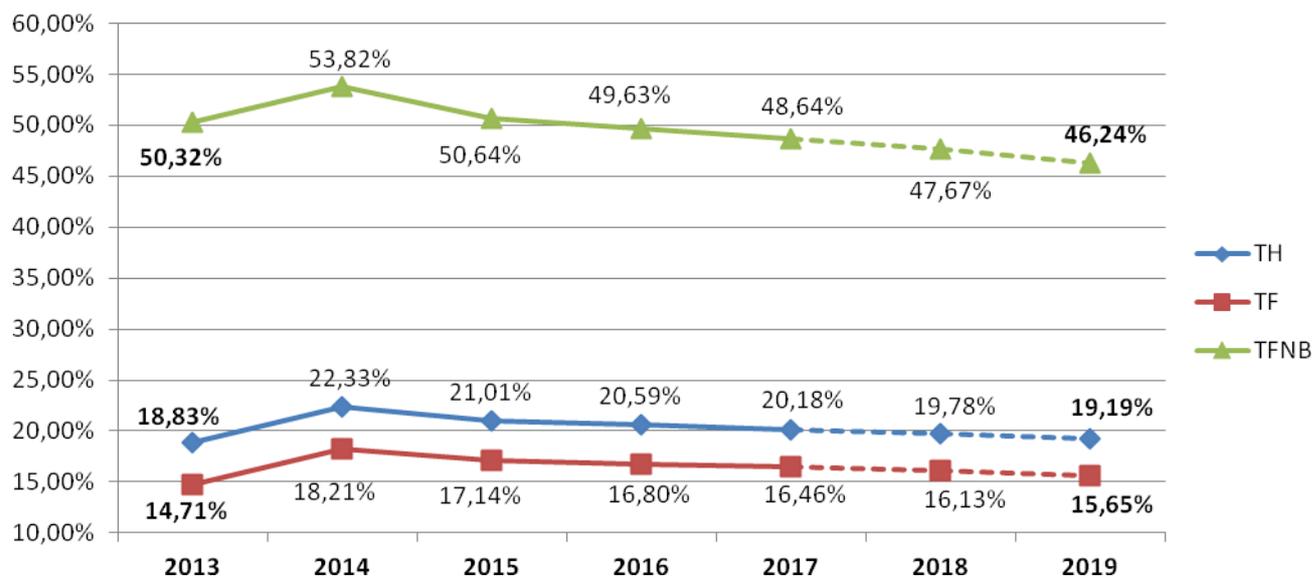


La fiscalité directe locale de Cavalaire-sur-Mer, en comparaison avec les taux moyens nationaux 2015 et les taux moyen 2015 du département du Var, se situe à un niveau bien inférieur (cf.tableau ci-après).

	Tx Cavalaire-Sur-Mer	Tx moyens Dpt.du	Ecart constatés
--	----------------------	------------------	-----------------

		VAR	
Taxe Habitation	20,18%	23,40%	-13,76%
Taxe Foncière	16,46%	23,35%	-29,51%
Taxe Foncière NB	48,64%	71,75%	-32,21%

Evolution des taux d'imposition depuis 2013 à l'horizon 2019

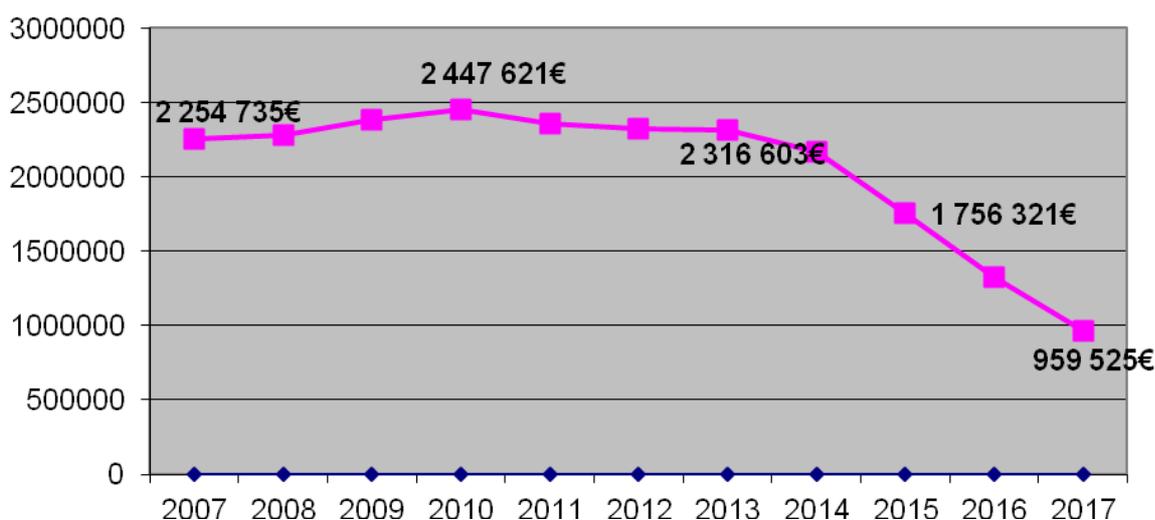


Nos prévisions de recettes jusqu'à l'horizon 2019 nous permettent à ce jour, sauf nouvelle baisse importante de nos dotations de fonctionnement versées par l'état, d'envisager à un retour progressif des taux de fiscalité appliqués en 2013.

➤ Dotations et participations :

Ce poste de recettes enregistre une baisse essentiellement due à la diminution de notre DGF 2017 (Dotation Globale de Fonctionnement) versée par l'Etat. En effet, après avoir contribué pour le redressement des finances publiques à hauteur de 155 180 € en 2014, 498 020 € en 2015, 1 087 508 euros en 2016, notre contribution 2017 est majorée de 245 693 €, soit un total de 1 333 201 €.

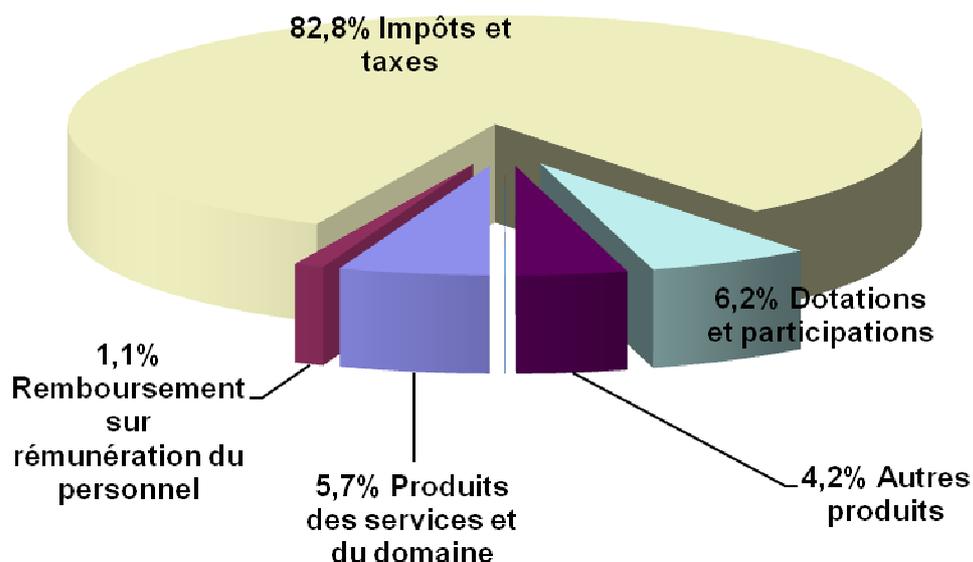
EVOLUTION DE LA DGF



➤ Les autres produits de gestion courante :

Ce chapitre est en forte hausse car il enregistre le reversement de l'excédent du budget annexe « Assainissement » d'un montant de 635 000 €, à l'inverse il n'y a plus le reversement de l'excédent du budget annexe « Lotissement du Jas » qui était de 405 856 €.

REPARTITION DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT PAR CHAPITRE



L'excédent reporté prévisionnel 2016 de la section de fonctionnement est de 2 103 980 €. Ce qui finance en partie les 2 700 000 € de virement à la section d'investissement inscrit dans notre budget 2017. Ce qui devrait permettre pour l'année 2017 de limiter l'emprunt à 250 000 € et ainsi autofinancer nos investissements à hauteur de 89 %.

2. La politique d'investissement

Les projets d'investissement d'un montant prévisionnel de 3 372 385 € se décomposent comme détaillé ci-dessous :

<i>En Euros</i>	<i>Prévisionnel 2017</i>
Etudes et travaux	2 609 850 €
Etudes et frais d'insertion	173 900 €
Travaux	2 435 950 €
Acquisitions	762 535 €
Acquisitions foncières et terrains de voirie	25 500 €
Acquisitions pour l'amélioration du service public	717 035 €
<i>dont Véhicules</i>	<i>185 700 €</i>
<i>dont Installations de voirie</i>	<i>102 850 €</i>
<i>dont Matériel et mobilier</i>	<i>290 340 €</i>
<i>dont parc informatique et logiciels</i>	<i>133 145 €</i>
Total des dépenses d'équipement	3 372 385 €

Le programme de nos investissements 2017 prévoit notamment les opérations suivantes :

- Révisions, modifications PLU 64 000 €
- Remplacement de 9 véhicules 185 700 €
- Extension et réhabilitation de la crèche 800 000 €
- Travaux bâtiments écoles et CLSH 300 000 €
- Travaux de rénovation de la gare routière 143 000 €
- Travaux site UTOM : maison de la nature 250 000 €
- Remplacement sol salle OTTAVI 40 000 €
- Acquisition d'une sanisette plage de pardigon 72 000 €
- Réhabilitation et modernisation de la voirie 266 000 €
- Travaux accessibilité voirie 40 000 €
- Modernisation éclairage public 180 000 €

Les grands projets d'investissement futurs :

-  Aménagement centre ville : parking et aménagement paysager
-  Le projet de redéploiement des sites culturels en un seul espace dédié à la culture
-  Réhabilitation des écoles et CLSH

- Les recettes prévisionnelles d'investissement du budget 2017

Le programme d'investissement 2017 sera financé par les recettes suivantes :

- Un emprunt de 250 000 €
- le fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée, 236 000 €
- la taxe d'aménagement, 500 000 €
- le produit des amendes de police d'un montant prévisionnel de 160 000 €
- Subventions d'investissement de nos partenaires extérieurs : 147 500 €
- Produits des cessions (appartement « Les Mimosas ») : 280 000 €
- Autofinancement : 3 151 189 € (amortissements 451 189 € ; virement de la section de fonctionnement 2 700 000 €).

3. Analyse de la dette



Pour information le ratio de désendettement 2016 est de 7,38 ans (capital restant/épargne brute). En 2014 ce ratio était de 27,39 ans et la moyenne nationale de 2015 se situe à 5,12 ans.

La gestion de notre dette permettra de revenir fin 2019 à un endettement proche des 13 700 000 euros. Ainsi nos charges d'intérêts pèseront moins sur notre section de fonctionnement, et notre capacité à réaliser de nouveaux emprunts dans le futur sera en adéquation avec le démarrage de l'aménagement du centre intégrant le pôle culturel et le parking « ex-stade ».

III – Les budgets annexes

a) Budget annexe de l'assainissement

SECTION D'EXPLOITATION									
DEPENSES					RECETTES				
Chap.	Libellé	BP 2016	BP 2017	Evo.	Chap.	Libellé	BP 2016	BP 2017	Evo.
011	Charges à caractère général	1 012 176	1 070 626	5,77%	70	Produits des services	1 333 500	1 163 500	-12,7%
012	Charges de personnel	155 000	160 000	3,22%	013	Atténuations de charges			
65	Autres charges de gestion	5 000	5 000	0,00%	74	Subv. d'exploitation			
66	Charges financières	134	94	-29,85%	75	Autres produits			
67	Charges exceptionnelles	15 100	650 100	NS	76	Produits financiers			
022	Dépenses imprévues	14 249	138 098	NS	77	Produits exceptionnels			
002	Résultats reportés	0	0	NS	002	Résultats reportés	36 263	1 062 375	NS
Total dépenses réelles		1 201 659	2 023 918	68,43%	Total recettes réelles		1 369 763	2 416 595	76,4%
023	Virement en investissement								
042	Opérations d'ordre	193 628	418 201	NS	042	Opérations d'ordre	25 524	25 524	0,00%
Total dépenses d'ordre		193 628	418 201	NS	Total recettes d'ordre		25 524	25 524	0,00%
TOTAL DEPENSE EXPLOITATION		1 395 287	2 442 119	75,03%	TOTAL RECETTES D'EXPLOITATION		1 395 287	2 442 119	75,0%

SECTION D'INVESTISSEMENT									
DEPENSES					RECETTES				
Chap.	Libellé	BP 2016	BP 2017		Chap.	Libellé	BP 2016	BP 2017	
16	Emprunts	8 034	8 074		10	Dotations	612	37 219	
20	Immobilisations incorporelles	55 000	47 000		13	Subv. d'investissements			
21	Immobilisations corporelles	15 951	52 500		16	Emprunts			
23	Travaux en-cours	569 156	740 000						
020	Dépenses imprévues	43 361	44 106						
001	Résultats reportés				001	Résultats reportés	522 786	461 784	
Total dépenses réelles		691 502	891 680		Total recettes réelles		523 398	499 003	
040	Opérations d'ordre	25 524	25 524		021	Virement du fonct.			
041	Opérations patrimoniales	5 000	5 000		040	Opérations d'ordre	193 628	418 201	
Total dépenses d'ordre		25 524	30 524		041	Opérations patrimoniales	5 000	10 000	
TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT		722 026	927 204		Total recettes d'ordre		198 628	428 201	
TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT		722 026	927 204		TOTAL RECETTES INVESTISSEMENT		722 026	927 204	

b) Budget annexe des transports

SECTION D'EXPLOITATION									
DEPENSES					RECETTES				
Chap.	Libellé	BP 2016	BP 2017	Evo.	Chap.	Libellé	BP 2016	BP 2017	Evo.
011	Charges à caractère général	204 550	227 220	-0,58%	70	Produits des services	0	0	
012	Charges de personnel	130 000	130 000	0,00%	013	Atténuations de charges			
65	Autres charges de gestion	1 050	1 050	0,00%	74	Subv. d'exploitation	345 000	357 000	3,48%
66	Charges financières	3 778	3 335	-11,73%	75	Autres produits			
67	Charges exceptionnelles	0	0		76	Produits financiers			
022	Dépenses imprévues	23 110	24 514	NS	77	Produits exceptionnels	0	3 000	NS
002	Résultats reportés	0	0	NS	002	Résultats reportés	42 412	51 033	NS
Total dépenses réelles		362 488	386 119	6,52%	Total recettes réelles		387 412	411 043	6,10%
023	Virement en investissement								
042	Opérations d'ordre	24 924	24 924	0,00%	042	Opérations d'ordre	0	0	
Total dépenses d'ordre		24 924	24 924	0,00%	Total recettes d'ordre		0	0	
TOTAL DEPENSE EXPLOITATION		387 412	411 043	6,10%	TOTAL RECETTES D'EXPLOITATION		387 412	411 043	6,10%

SECTION D'INVESTISSEMENT									
DEPENSES					RECETTES				
Chap.	Libellé	BP 2016	BP 2017		Chap.	Libellé	BP 2016	BP 2017	
16	Emprunts	10 914	10 914		10	Dotations			
20	Immobilisations incorporelles	0	7 000		13	Subv. d'investissements			
21	Immobilisations corporelles	93 329	98 000		16	Emprunts			
23	Travaux en-cours	0	0						
020	Dépenses imprévues	5 062	7 508						
001	Résultats reportés				001	Résultats reportés	84 381	98 498	
Total dépenses réelles		109 305	123 422		Total recettes réelles		84 381	98 498	
040	Opérations d'ordre	0	0		021	Virement du fonctionnement			
041	Opérations patrimoniales	0	0		040	Opérations d'ordre	24 924	24 924	
Total dépenses d'ordre		0	0		041	Opérations patrimoniales			
	RAR		0		Total recettes d'ordre		24 924	24 924	
TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT		109 305	123 422		TOTAL RECETTES INVESTISSEMENT		109 305	123 422	

c) Budget annexe du port public de plaisance

SECTION D'EXPLOITATION									
DEPENSES					RECETTES				
Chap.	Libellé	BP 2016	BP 2017	Evo.	Chap.	Libellé	BP 2016	BP 2017	Evo.
011	Charges à caractère général	643 540	654 630	1,72%	70	Produits des services	1 274 600	1 283 600	0,71%
012	Charges de personnel	650 000	660 000	1,54%	013	Atténuations de charges			
65	Autres charges de gestion	583 000	578 000	-0,86%	74	Subv. d'exploitation			
66	Charges financières	37 552	35 113	-6,49%	75	Autres produits	753 750	754 750	0,13%
67	Charges exceptionnelles	12 500	12 000	-4,17%	76	Produits financiers			
022	Dépenses imprévues	12 297	37 197	NS	77	Produits exceptionnels	44 000	37 000	NS
002	Résultats reportés	0	0	NS	002	Résultats reportés	231 378	203 324	-12,12%
Total dépenses réelles		1 938 889	1 976 940	+1,96%	Total recettes réelles		2 303 728	2 278 674	-1,09%
023	Virement en investissement								
042	Opérations d'ordre	370 938	307 838	-17,01%	042	Opérations d'ordre	6 099	6 104	-0,08%
Total dépenses d'ordre		370 938	307 838	-17,01%	Total recettes d'ordre		6 099	6 104	-0,08%
TOTAL DEPENSE EXPLOITATION		2 309 827	2 284 778	-1,08%	TOTAL RECETTES D'EXPLOITATION		2 309 827	2 284 778	-1,08%

SECTION D'INVESTISSEMENT									
DEPENSES					RECETTES				
Chap.	Libellé	BP 2016	BP 2017		Chap.	Libellé	BP 2016	BP 2017	
16	Emprunts	47 483	49 839		10	Dotations			
20	Immobilisations incorporelles	352 629	42 500		13	Subv. d'investissements			
21	Immobilisations corporelles	149 392	59 000		16	Emprunts	0	1 900 000	
23	Travaux en-cours	45 000	2 058 000		23	Tvx en-cours avances			
020	Dépenses imprévues	28 857	47 757		001	Résultats reportés	258 522	199 488	
001	Résultats reportés								
Total dépenses réelles		623 361	2 257 096		Total recettes réelles		258 522	2 099 488	
040	Opérations d'ordre	6 099	6 104		021	Virement du fonctionnement			
041	Opérations patrimoniales	11 800	11 800		040	Opérations d'ordre	370 938	307 838	
Total dépenses d'ordre		17 899	17 904		041	Opérations patrimoniales	11 800	11 800	
	RAR		144 126		Total recettes d'ordre		382 738	319 638	
TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT		641 260	2 419 126		TOTAL RECETTES INVESTISSEMENT		641 260	2 419 126	

d) Budget annexe parking Gleizes

SECTION D'EXPLOITATION									
DEPENSES					RECETTES				
Chap.	Libellé	BP 2016	BP 2017	Evo.	Chap.	Libellé	BP 2016	BP 2017	Evo.
011	Charges à caractère général	31 050	36 850	18,68%	70	Produits des services	22 000	25 000	13,64%
012	Charges de personnel	15 000	15 000	0,00%	013	Atténuations de charges			
65	Autres charges de gestion	2 000	2 000	0,00%	74	Subv. d'exploitation			
66	Charges financières	566	428	-24,38%	75	Autres produits	0	0	
67	Charges exceptionnelles	1 500	2 000	33,33%	76	Produits financiers			
022	Dépenses imprévues	1 437	2 959	NS	77	Produits exceptionnels	0	0	NS
002	Résultats reportés	0	0	NS	002	Résultats reportés	34 870	37 389	7,22%
Total dépenses réelles		53 718	59 236	10,27%	Total recettes réelles		56 870	62 389	9,70%
023	Virement en investissement								
042	Opérations d'ordre	3 152	3 152	0,00%	042	Opérations d'ordre	0	0	
Total dépenses d'ordre		3 152	3 152	0,00%	Total recettes d'ordre		0	0	
TOTAL DEPENSE EXPLOITATION		56 870	62 388	9,70%	TOTAL RECETTES D'EXPLOITATION		56 870	62 389	9,70%

SECTION D'INVESTISSEMENT									
DEPENSES					RECETTES				
Chap.	Libellé	BP 2016	BP 2017		Chap.	Libellé	BP 2016	BP 2017	
16	Emprunts	5 177	5 314		10	Dotations			
20	Immobilisations incorporelles				13	Subv. d'investissements			
21	Immobilisations corporelles	4 500	4 500		16	Cautions restituées	1 500	2 000	
23	Travaux en-cours				23	Tvx en-cours avances			
020	Dépenses imprévues	511	679		001	Résultats reportés	5 536	5 341	
001	Résultats reportés								
Total dépenses réelles		10 188	10 493		Total recettes réelles		7 036	7 341	
040	Opérations d'ordre				021	Virement du fonctionnement			
041	Opérations patrimoniales				040	Opérations d'ordre	3 152	3 152	
Total dépenses d'ordre		0	0		Total recettes d'ordre		3 152	3 152	
	RAR		0						
TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT		10 188	10 493		TOTAL RECETTES INVESTISSEMENT		10 188	10 493	

e) Budget annexe Maison funéraire

SECTION D'EXPLOITATION									
DEPENSES					RECETTES				
Chap.	Libellé	BP 2016	BP 2017	Evo.	Chap.	Libellé	BP 2016	BP 2017	Evo.
011	Charges à caractère général	16 200	19 500	20,37%	70	Produits des services	11 500	14 000	21,74%
012	Charges de personnel	10 000	12 000	20,00%	013	Atténuations de charges			
65	Autres charges de gestion	1 500	1 500	0,00%	74	Subv. d'exploitation			
66	Charges financières	0	0		75	Autres produits	0	0	
67	Charges exceptionnelles	5 500	50500	-10,00%	76	Produits financiers			
022	Dépenses imprévues	2 290	2 373	NS	77	Produits exceptionnels	0	0	NS
002	Résultats reportés	0	0	NS	002	Résultats reportés	23 990	26 373	+9,93%
Total dépenses réelles		35 490	40 373	13,76%	Total recettes réelles		35 490	40 373	13,76%
023	Virement en investissement								
042	Opérations d'ordre	0	0		042	Opérations d'ordre	0	0	
Total dépenses d'ordre		0	0		Total recettes d'ordre		0	0	
TOTAL DEPENSE EXPLOITATION		35 490	40 373	13,76%	TOTAL RECETTES D'EXPLOITATION		35 490	40 373	13,76%

SECTION D'INVESTISSEMENT									
DEPENSES					RECETTES				
Chap.	Libellé	BP 2016	BP 2017		Chap.	Libellé	BP 2016	BP 2017	
16	Emprunts				10	Dotations			
20	Immobilisations incorporelles				13	Subv. d'investissements			
21	Immobilisations corporelles				16	Cautions restituées			
23	Travaux en-cours				23	Tvx en-cours avances			
020	Dépenses imprévues				001	Résultats reportés			
001	Résultats reportés								
Total dépenses réelles		0	0		Total recettes réelles		0	0	
040	Opérations d'ordre				021	Virement du fonctionnement			
041	Opérations patrimoniales				040	Opérations d'ordre			
					041	Opérations patrimoniales			
Total dépenses d'ordre		0	0		Total recettes d'ordre		0	0	
	RAR		0						
TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT		0	0		TOTAL RECETTES INVESTISSEMENT		0	0	

f) Budget annexe du cimetière – vente de caveaux et columbariums

SECTION D'EXPLOITATION									
DEPENSES					RECETTES				
Chap.	Libellé	BP 2016	BP 2017	Evo.	Chap.	Libellé	BP 2016	BP 2017	Evo.
011	Charges à caractère général	25 910	10 000		70	Produits des services	41 270	40 000	
012	Charges de personnel				013	Atténuations de charges			
65	Autres charges de gestion				74	Subv. d'exploitation			
66	Charges financières	6 313	5 941		75	Autres produits			
67	Charges exceptionnelles	12 393	12 393		76	Produits financiers			
022	Dépenses imprévues				77	Produits exceptionnels			
002	Résultats reportés				002	Résultats reportés	12 393	12 393	
Total dépenses réelles		44 616	28 334		Total recettes réelles		53 663	52 393	
023	Virement en investissement								
042	Opérations d'ordre	41 270	40 000		042	Opérations d'ordre	32 223	15 941	
Total dépenses d'ordre		41 270	40 000		Total recettes d'ordre		32 223	15 941	
TOTAL DEPENSE EXPLOITATION		85 886	68 334		TOTAL RECETTES D'EXPLOITATION		85 886	68 334	

SECTION D'INVESTISSEMENT									
DEPENSES					RECETTES				
Chap.	Libellé	BP 2016	BP 2017		Chap.	Libellé	BP 2016	BP 2017	
16	Emprunts	17 139	17 511		10	Dotations			
20	Immobilisations incorporelles				13	Subv. d'investissements			
21	Immobilisations corporelles				16	Cautions restituées			
23	Travaux en-cours				23	Tvx en-cours avances			
020	Dépenses imprévues								
001	Résultats reportés				001	Résultats reportés	8 092	20 353	
Total dépenses réelles		17 139	17 511		Total recettes réelles		8 092	20 353	
040	Opérations d'ordre	32 223	15 941		021	Virement du fonctionnement			
041	Opérations patrimoniales				040	Opérations d'ordre	41 270	40 000	
Total dépenses d'ordre		32 223	15 941		Total recettes d'ordre		41 270	40 000	
	RAR		0						
TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT		49 362	33 452		TOTAL RECETTES INVESTISSEMENT		49 362	60 353	

